

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 février 2011

PROPOSITION DE LOI

modifiant, en ce qui concerne les contrats de publicité pour les guides d'entreprises sur internet, la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur

(déposée par
M. Karel Uyttersprot et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 februari 2011

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wat reclamecontracten voor internetbedrijvengidsen betreft

(ingediend door
de heer Karel Uyttersprot c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs souhaitent mettre un terme aux activités des démarcheurs publicitaires malhonnêtes à la recherche d'annonceurs pour des guides d'entreprises sur internet qui ne présentent aucun intérêt.

Le préjudice que ces pratiques causent aux indépendants et aux PME est considérable. L'Unizo a calculé qu'aux Pays-Bas, ce préjudice se chiffre à 400 millions d'euros par an.

SAMENVATTING

De indieners willen een halt toeroepen aan malafide reclameronselaars voor waardeloze internetbedrijvengidsen.

De schade die deze praktijken aanbrengen aan zelfstandigen en kmo's is aanzienlijk. In Nederland, zo berekende Unizo, bedraagt deze schade 400 miljoen euro per jaar.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.laChambre.be		www.deKamer.be	
e-mail: publications@laChambre.be		e-mail: publicaties@deKamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les démarcheurs publicitaires malhonnêtes font régulièrement d'innombrables victimes. Ils démarchent les entrepreneurs pour qu'ils placent des annonces dans des publications et des sites Internet sans intérêt. L'UNIZO (l'Union des entrepreneurs indépendants), la FEB, le VOKA et d'autres organisations professionnelles ont déjà reçu un nombre incalculable de plaintes d'entrepreneurs qui ont signé, sans le savoir, des contrats de plusieurs années pour un guide d'entreprises sur internet sans intérêt et qui sont ainsi parfois astreints à des paiements de 1 068 euros par an. Plusieurs victimes, soutenues en cela par des organisations professionnelles, ont déposé plainte auprès du service de contrôle et de médiation du SPF Économie contre le démarcheur le plus actif.

Ces derniers temps, les démarcheurs ont redoublé d'activités. Certains vont très loin: les entrepreneurs reçoivent leurs propres coordonnées, erronées, soi-disant pour qu'ils les rectifient. Celui qui corrige le formulaire et le renvoie, est lié par un contrat de 3 ans. À titre d'illustration: celui qui souhaite porter plainte contre les pratiques frauduleuses d'un de ces démarcheurs, doit saisir le tribunal de Waterloo, comme il est précisé dans les conditions générales. L'entreprise essaie ainsi de dissuader les victimes de porter plainte.

Une autre forme de démarchage a eu lieu dans le cadre d'une exposition organisée dans la région de Gand. Les exposants d'une bourse (exemple: *Flanders Expo*) ont reçu un courrier concernant un "guide officiel de l'exposition" émanant d'une entreprise mexicaine. Aujourd'hui, l'une des entreprises dupées est mise en demeure par une entreprise de recouvrement chypriote.

Autre exemple: une entreprise télécharge votre logo sur Internet. Elle vous transmet ensuite ce logo en indiquant qu'elle enregistre les marques déposées. Si vous souhaitez que votre logo soit publié, vous devez l'indiquer. Dès cet instant, vous êtes redevable de 795 euros par an.

Aux Pays-Bas, les dommages ainsi causés aux entreprises s'élèvent à 400 millions d'euros.

L'instance compétente, le service Contrôle et Médiation, connaît la gravité de ce problème et le suit. Toutefois, ces dossiers s'enlisent trop souvent dans les tribunaux. Dans l'intervalle, les démarcheurs font de nouvelles victimes. Ils n'hésitent pas, à cette occasion,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Regelmatig maken malafide reclameronselaars talloze slachtoffers. Deze ronselaars werven bij ondernemers advertenties voor waardeloze uitgaven en websites. UNIZO (de Unie van Zelfstandige Ondernemers), het VBO en VOKA en andere beroepsorganisaties ontvangen al talloze klachten van ondernemers. Zij tekenen, zonder het te weten, meerjarige contracten voor een waardeloze internetbedrijvengids en hangen zo vast aan betalingen van 1 068 euro per jaar. Een aantal slachtoffers, hierin gesteund door beroepsorganisaties, dienden klacht in bij de federale overheidsdienst (FOD) Controle en Bemiddeling tegen de meest actieve ronselaar.

De laatste tijd voeren ronselaars hun activiteiten weer op. Sommigen gaan daarbij erg ver: ondernemers krijgen hun eigen, foute, contactgegevens toegestuurd, zozeggd ter verbetering. Wie het formulier verbeterd terugstuurt, hangt vast aan een contract voor 3 jaar. Ter illustratie: wie klacht wil indienen tegen de bedrieglijke praktijken van één van de ronselaars, moet dat doen bij de rechtbank van Waterloo, zo staat in de algemene voorwaarden. Zo probeert het bedrijf gedupeerden ervan te weerhouden klacht in te dienen.

Een andere ronselpraktijk gebeurt in het Gentse rond een expo. Exposanten van een beurs (b.v. *Flanders Expo*) worden aangeschreven voor een zogenaamde "officiële expogids". Het is een Mexicaans bedrijf. Een van de gedupeerde bedrijven wordt nu gemaand door een Cypriotisch bedrijf dat de invordering doet.

Een ander voorbeeld: het bedrijf haalt uw logo van het internet. Vervolgens sturen zij u het logo door waarbij zij zeggen dat zij een trademarkregister zijn. Wenst u uw logo gepubliceerd te zien, dan moet dat gemeld worden. Op dat ogenblik hangt men vast voor 795 euro per jaar.

In Nederland bedraagt de schade die alzo aan de bedrijven wordt aangericht 400 miljoen euro.

De bevoegde instantie Controle en Bemiddeling kent de ernst van het probleem en volgt het op. Hun dossiers blijven bij de rechtbanken echter al te vaak hangen. Ondertussen maken de ronselaars nieuwe slachtoffers. Ze aarzelen hierbij niet bedrogen ondernemers onder druk

à faire pression sur les entrepreneurs dupés afin qu'ils finissent par payer. C'est pourquoi nous plaidons pour plus de sévérité à l'égard des auteurs de tels faits.

Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a indiqué ce qui suit en réponse à la question orale posée à ce propos en commission de l'Économie le 23 novembre 2010: "Ce dossier constitue dès lors une priorité absolue pour l'Inspection économique. J'ai également demandé au ministre de la Justice de veiller à ce que la question du suivi et de la condamnation des entreprises soit abordée avec les parquets. En effet, le sentiment d'impunité de certaines entreprises risque de les inciter à perpétuer ces pratiques. C'est manifestement arrivé. J'espère que des jugements interviendront rapidement. L'Inspection économique traite chacune des plaintes que nous recevons dès lors qu'elles sont prioritaires.

Mais il s'agit aussi d'un phénomène international et européen. Nous avons été confrontés à de tels "guides d'entreprises" provenant d'Allemagne et de Suisse. Nous avons décidé, lors des *Economic Consumer and Protection Days* organisés à Bruxelles, d'intensifier l'échange d'informations entre les différents pays et services d'inspection économique et de veiller à ce que des condamnations soient également prononcées dans d'autres pays."¹

Nous souhaitons éviter, grâce à la présente proposition de loi, que d'autres travailleurs indépendants trop confiants et d'autres entrepreneurs soient les victimes de démarcheurs publicitaires malhonnêtes qui proposent des guides d'entreprises sur Internet sans valeur.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article insère dans le chapitre 4 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, une section 6 intitulée "Du contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet" et un article 103*bis*. Ce nouvel article 103*bis* comporte sept paragraphes.

§ 1^{er}. Ce paragraphe définit tout d'abord ce qu'est le contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet. Un contrat de publicité relatif à un guide d'entreprises sur internet est un contrat en vertu duquel une partie, l'éditeur, s'engage à mettre à la disposition du public, sur internet, sous la forme d'un message publicitaire ou d'information, dans un guide d'entreprises sur internet, les données d'entreprise ou à caractère

¹ *Compte Rendu Intégral*, Chambre, 2010-2011, 23 novembre 2010, CRIV 53 COM 044, p. 8.

zetter om alsnog te betalen. Wij willen daarom pleiten voor een strengere aanpak van de daders.

De minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen antwoordde het volgende op de mondelinge vraag hieromtrent gesteld in de commissie Bedrijfsleven op 23 november 2010: "[...] [V]oor de Economische Inspectie is dit dossier dus een absolute prioriteit. Ik heb ook aan mijn collega van Justitie gevraagd om ervoor te zorgen dat de opvolging en de veroordeling van de bedrijven bij de parketten aan de orde wordt gesteld. Het gevoel van straffeloosheid leidt er immers toe dat bedrijven dergelijke praktijken voort dreigen te zetten. Blijkbaar is dat ook gebeurd. Ik hoop dat er snelle uitspraken door Justitie gebeuren. Elke klacht die wij krijgen behandelt de Economische Inspectie omdat het prioritair is.

Het is natuurlijk ook een internationaal en Europees fenomeen. Wij werden geconfronteerd met dergelijke "bedrijfsguides" uit Duitsland en Zwitserland. Wij hebben op de *Economic Consumer and Protection Days* hier in Brussel afgesproken om de informatie-uitwisseling tussen de verschillende landen en de economische inspecties te verbeteren en ervoor te zorgen dat ook in andere landen veroordelingen worden uitgesproken."¹

Met dit wetsvoorstel willen wij voorkomen dat malafide reclameronselaars voor waardeloze internetbedrijfsguides nog meer argeloze zelfstandigen en ondernemers tot slachtoffer maken

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel voegt in de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming een afdeling 6 "het reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids" en een artikel 103*bis* in. Dit nieuwe artikel 103*bis* bevat zeven paragrafen.

§ 1. Deze paragraaf geeft vooreerst een definitie van het reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids. Een reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids is een overeenkomst waarbij een partij, de uitgever, zich ertoe verbindt om de hem door de andere partij, de klant, verstrekte bedrijfs- of persoonsgegevens bij wijze van reclame- of informatieboodschap op het internet beschikbaar te stellen voor het publiek in een

¹ *Hand. Kamer* 2010-11, 23 november 2010, nr. CRIV 53 COM 044, blz. 8.

personnel qui lui ont été fournies par l'autre partie, le client, et en vertu duquel le client s'engage à payer un prix pour ce service.

Le contrat doit être établi par écrit, sous peine de nullité.

Il doit être conclu moyennant le respect du § 5. Le contrat n'est valable que lorsque le client a apposé sur l'acte, sous le message publicitaire fini, la mention manuscrite "lu et approuvé" en tant que contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet conclu pour une durée de tant de mois/un an et pour un prix convenu TVA comprise de tant d'euros par mois/an.

Le § 1^{er}, dernier alinéa, définit ce qu'est un guide d'entreprises sur internet pour l'application des règles proposées. Pour l'application de l'article 103*bis*, proposé, on entend par "guide d'entreprises sur internet" un ouvrage de référence en ligne qui fournit principalement, et non de manière complémentaire, un aperçu d'entrepreneurs en Belgique ou à l'étranger.

Il convient de souligner que la proposition vise la publicité pour les "guides d'entreprises sur internet". Par contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet, il n'y a donc pas lieu d'entendre la publicité sur le site internet d'un journal ou sur Google. Telle n'est naturellement pas notre intention.

§ 2. Un contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet et conclu pour une durée supérieure à un an est nul et ne peut sortir aucun effet.

Le contrat conclu pour une durée supérieure à un an est frappé d'une nullité absolue, sa durée n'est donc pas ramenée à un an. Le juge est obligé de soulever d'office la nullité.

§ 3. Il n'est pas interdit à l'éditeur d'envoyer à ses futurs clients une proposition de message à insérer, même si aucune demande ne lui a été adressée en ce sens. Cependant, la signature de ce formulaire ne fait naître aucune obligation dans le chef du client. Sa signature au bas de ce message est considérée comme une simple demande de recevoir un message fini à insérer. Seule la signature de ce message fini fera naître le contrat, à condition que le client appose la mention manuscrite "lu et approuvé en tant que contrat de publicité pour un guide d'entreprises sur internet pour une durée de x mois/un an et pour un prix, TVA comprise, de x euros par mois/an."

internetbedrijvengids en waarbij de klant zich verbindt om daarvoor een prijs te betalen.

Het contract moet schriftelijk worden aangegaan, op straffe van nietigheid.

Het moet worden aangegaan met inachtneming van het bepaalde in § 5. Het contract is slechts geldig wanneer de klant op de akte, onder het uitgewerkte reclamebericht, eigenhandig schrijft "gelezen en goedgekeurd als reclamecontract voor een internet bedrijvengids voor een duur van zoveel maanden/een jaar en voor een prijs btw inbegrepen van zoveel euro per maand/jaar."

In het laatste lid van paragraaf 1 wordt de definitie gegeven van een internetbedrijvengids voor de toepassing van de voorgestelde regels. Voor de toepassing van het voorgestelde artikel 103*bis* wordt onder "internetbedrijvengids" verstaan een online naslagwerk dat hoofdzakelijk en niet aanvullend een overzicht geeft van ondernemers in België of daarbuiten.

Er moet de nadruk op gelegd worden dat het voorstel reclame voor "Internet Bedrijvengidsen" viseert. Onder reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids valt dus niet publiciteit op de website van een krant of op Google. Dat is natuurlijk de bedoeling niet.

§ 2. Een reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids aangegaan voor langer dan een jaar is nietig en kan geen gevolg hebben.

Het contract, aangegaan voor langer dan een jaar is absoluut nietig, de duur ervan wordt dus niet herleid tot een jaar. De rechter is verplicht de nietigheid ambtshalve op te werpen.

§ 3. Het is de uitgever niet verboden toekomstige klanten een voorstel van in te lassen bericht toe te sturen, zelfs al is dit ongevraagd. Maar indien de klant dit formulier ondertekent, is hij nog steeds niet gebonden. Zijn handtekening onder dit bericht geldt als een louter verzoek om een uitgewerkt bericht van inlassing te ontvangen. Alleen de ondertekening van dat uitgewerkt bericht zal de overeenkomst doen ontstaan, op voorwaarde dat de klant eigenhandig met de hand schrijft "gelezen en goedgekeurd als reclamecontract voor een internetbedrijvengids voor een duur van zoveel maanden/een jaar en voor een prijs btw inbegrepen van zoveel euro per maand/jaar."

§ 4. Après la signature de la proposition de message à insérer, le client reçoit le projet ou le message fini à insérer, qu'il peut signer pour accord. Les conditions du contrat définitif doivent être imprimées en caractères aussi gros que les plus grandes lettres du message publicitaire fini.

§ 5. Le contrat définitif n'est valable que lorsque le client a apposé sur l'acte, sous le message publicitaire définitif, la mention manuscrite "lu et approuvé" se rapportant à un contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur Internet conclu pour une durée maximale d'un an et pour un prix convenu, TVA incluse, pour une durée maximale d'un an. Le contrat est nul s'il ne mentionne pas la durée ou le prix.

Un formalisme strict est donc imposé, le but étant d'éviter la souscription d'un contrat par surprise.

§ 6. Toute clause dérogeant aux dispositions de l'article 103*bis* proposé est frappée d'une nullité absolue. La clause frappée de nullité ne peut être confirmée. Seul un "nouveau" contrat peut être conclu dans le respect des modalités prescrites par le § 5.

Le juge est contraint de soulever la nullité d'office.

La sévérité de la réglementation proposée se justifie par le fait que la présente proposition de loi entend réagir à une pratique répréhensible. Cette réglementation procède de la méfiance à l'égard des démarcheurs malhonnêtes visés par la proposition de loi. Il est concevable qu'une action soit intentée par l'éditeur de la publicité. Celui-ci pourrait profiter de l'absence de l'avocat du client pour demander une condamnation par défaut. En cas de nullité relative de la sanction en cas de non-respect de la réglementation proposée, le juge devra condamner le client au paiement de la créance de l'éditeur. Cet avantage n'est pas accordé au démarcheur malhonnête.

Cet article vise également à souligner que la réglementation porte sur une affaire sérieuse. La fraude ne peut être tolérée en aucun cas.

§ 7. La réglementation proposée s'appliquera également si les deux parties au contrat sont commerçants. Nous entendons en effet protéger les commerçants contre les démarcheurs publicitaires malhonnêtes, qui entendent abuser de l'inattention et de l'emploi du temps chargé des commerçants et des entrepreneurs.

§ 4. Na de ondertekening van het voorstel van in te lassen bericht ontvangt de klant het ontwerp of het uitgewerkte in te lassen bericht, dat hij kan ondertekenen voor akkoord. De voorwaarden van het definitieve contract moeten in een even groot lettertype gedrukt zijn als de grootste letters van het uitgewerkte reclamebericht.

§ 5. Het definitieve contract is slechts geldig wanneer de klant op de akte, onder het uitgewerkte reclamebericht, eigenhandig schrijft "gelezen en goedgekeurd" als reclamecontract voor een internetbedrijvengids voor een duur van maximum een jaar en voor een overeengekomen prijs btw inbegrepen voor maximum één jaar. Het ontbreken van duurtijd of prijs in de formulering maakt het contract ongeldig.

Er wordt dus een streng formalisme voorgeschreven. Het is de bedoeling het aangaan van een contract bij verrassing tegen te gaan.

§ 6. Ieder met het voorgestelde artikel 103*bis* strijdig beding is absoluut nietig. Het nietige beding kan niet bevestigd worden. Er kan alleen maar een "nieuw" contract gesloten worden met inachtneming van het formalisme door § 5 voorgeschreven.

De rechter is verplicht de nietigheid ambtshalve op te werpen.

Deze strenge regeling wordt voorgesteld omdat dit wetsvoorstel reageert op een verwerpelijke praktijk. Zij is geschreven vanuit het wantrouwen tegen de malafide ronselaars die door het wetsvoorstel gevisieerd worden. Het geval is denkbaar dat een zaak zou aangespannen worden door de uitgever van de reclame. Deze zou gebruik kunnen maken van de afwezigheid van de advocaat van de klant om een veroordeling bij verstek te vragen. In geval van relatieve nietigheid van de sanctie op de niet-naleving van de voorgestelde regeling, zal de rechter de klant moeten veroordelen om de schuldvordering van de uitgever te betalen. Dit voordeel wordt de malafide ronselaar niet gegund.

Dit artikel wil ook onderstrepen dat de regeling een ernstige zaak betreft. Bedrog kan nooit geduld worden.

§ 7. De voorgestelde regeling zal toepassing vinden ook al zijn beide partijen bij het contract handelaar. Wij beogen immers de bescherming van handelaars tegen malafide ronselaars, die misbruik willen maken van de onoplettendheid en de drukke agenda van handelaars en ondernemers.

Art. 3

Cette loi s'appliquera aux contrats publicitaires relatifs à un guide d'entreprises sur internet qui auront été conclus ou renouvelés après son entrée en vigueur. Toute clause contraire est frappée de nullité absolue.

Les contrats publicitaires en cours relatifs à des guides d'entreprises sur internet peuvent toutefois être résiliés par le client à l'issue de chaque période annuelle, à condition qu'il les résilie par lettre recommandée à la poste au moins huit jours à l'avance.

Art. 3

De wet zal van toepassing zijn op de reclamecontracten betreffende een internetbedrijvengids die worden aangegaan of hernieuwd na haar inwerkingtreding. Ieder daarmee strijdig beding is absoluut nietig.

Lopende reclamecontracten voor internetbedrijvengidsen kunnen evenwel door de klant opgezegd worden bij het verstrijken van elke jaarlijkse periode, mits hij acht dagen tevoren opzegt bij ter post aangetekende brief.

Karel UYTTERSROT (N-VA)
Zuhal DEMIR (N-VA)
Peter DEDECKER (N-VA)
Veerle WOUTERS (N-VA)
Peter LUYCKX (N-VA)
Flor VAN NOPPEN (N-VA)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, dans le chapitre 4, il est inséré une section 6 contenant un article 103*bis* rédigé comme suit:

“Section 6. Contrats de publicité relatifs aux guides d'entreprises sur internet

Art. 103*bis*. § 1^{er}. Un contrat de publicité relatif à un guide d'entreprises sur internet est un contrat en vertu duquel une partie, l'éditeur, s'engage à mettre à la disposition du public, sur internet, sous la forme d'un message publicitaire ou d'information, dans un guide d'entreprises sur internet, les données d'entreprise ou à caractère personnel qui lui ont été fournies par l'autre partie, le client, et en vertu duquel le client s'engage à payer un prix pour ce service.

Par dérogation à l'article 1341 du Code civil et à l'article 25 du Code de commerce, ce contrat est établi par écrit. La preuve, en particulier, par début de preuve écrite, témoignages et présomptions, n'est pas autorisée, pas même dans les affaires commerciales.

Ce contrat ne peut être conclu que moyennant le respect du § 5.

Pour l'application du présent article, on entend par “guide d'entreprises sur internet” un ouvrage de référence en ligne qui fournit principalement, et non de manière complémentaire, un aperçu d'entrepreneurs en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. Un contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises conclu pour une durée supérieure à un an est nul et ne peut sortir aucun effet, même si les parties ont renoncé à cette nullité et même si elles ont confirmé le contrat nul après l'avoir signé. Si un délai plus long a été convenu, l'ensemble du contrat est frappé de nullité.

Le contrat peut uniquement être renouvelé par la conclusion d'un nouveau contrat, selon les modalités prévues au § 5.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wordt een in hoofdstuk 4 een afdeling 6 ingevoegd dat een artikel 103*bis* bevat, luidende:

“Afdeling 6. Reclamecontracten betreffende internet-bedrijvengidsen

Art. 103*bis*. § 1. Een reclamecontract betreffende een internetbedrijvengids is een overeenkomst waarbij een partij, de uitgever, zich ertoe verbindt om de hem door de andere partij, de klant, verstrekte bedrijfs- of persoonsgegevens bij wijze van reclame- of informatieboodschap op het internet beschikbaar te stellen voor het publiek in een internetbedrijvengids en waarbij de klant zich verbindt om daarvoor een prijs te betalen.

Deze overeenkomst wordt in afwijking van artikel 1341 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 25 van het Wetboek van Koophandel schriftelijk opgemaakt. Het bewijs door inzonderheid begin van geschreven bewijs, getuigen en vermoedens is niet toegelaten, zelfs niet in handelszaken.

Deze overeenkomst kan niet worden aangegaan dan met inachtneming van § 5.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder “internetbedrijvengids” verstaan een online naslagwerk dat hoofdzakelijk en niet aanvullend een overzicht geeft van ondernemers in België of daarbuiten.

§ 2. Een reclamecontract betreffende een bedrijvengids aangegaan voor langer dan een jaar is nietig en kan geen gevolg hebben, zelfs indien partijen van deze nietigheid hebben afgezien en al hadden zij de nietige overeenkomst na haar ondertekening bevestigd. Is een langere tijd bedongen, dan is de overeenkomst in haar geheel nietig.

De overeenkomst kan niet hernieuwd worden dan door het aangaan van een nieuwe overeenkomst op de wijze bepaald in § 5.

§ 3. Il n'est pas interdit à l'éditeur d'envoyer à ses futurs clients une proposition de message à insérer. La signature de la proposition de message à insérer ou des mentions y afférentes ne fait naître aucune obligation dans le chef du client. Cette signature ou ces signatures sont réputées, sans que la preuve du contraire puisse être apportée, constituer la demande, adressée par le client à l'éditeur, de lui soumettre sans frais un projet de message publicitaire aussi sérieux que possible, qui puisse servir à insérer sur internet les informations relatives à la société ou des données à caractère personnel.

§ 4. Après la signature de la proposition de message à insérer, le client reçoit le projet ou le message fini à insérer, qu'il peut signer pour accord. Les conditions du contrat définitif doivent être imprimées en caractères aussi gros que les plus grandes lettres du message publicitaire fini.

§ 5. Le contrat définitif n'est valable que lorsque le client a apposé sur l'acte, sous le message publicitaire fini, la mention manuscrite "lu et approuvé" en tant que contrat publicitaire relatif à un guide d'entreprises sur internet conclu pour une durée d'un an maximum et pour un prix convenu TVA comprise portant sur une durée d'un an maximum. Le contrat est nul s'il ne mentionne pas la durée ou le prix.

§ 6. Toute clause dérogeant aux dispositions du présent article est nulle et ne peut sortir aucun effet, ainsi que le prévoit le § 2.

§ 7. Le présent article est également d'application si les deux parties sont des commerçants."

Art. 3

La présente loi s'applique aux contrats publicitaires relatifs à un guide d'entreprises sur internet qui auront été conclus ou renouvelés après son entrée en vigueur. Toute clause contraire est frappée de nullité absolue.

§ 3. Het is de uitgever niet verboden de toekomstige klanten een voorstel van in te lassen bericht toe te sturen. Het ondertekenen van het voorstel van in te lassen bericht of van de bijhorende vermeldingen doet geen verplichtingen ontstaan in hoofde van de klant. Deze handtekening of deze handtekeningen worden geacht, zonder dat het tegenbewijs wordt toegelaten, de aanvraag van de klant te zijn, gericht aan de uitgever, om hem geheel kosteloos een zo degelijk mogelijk ontwerp van reclameboodschap voor te leggen dat kan dienen voor de inlassing op het internet van de bedrijfs- of van persoonsgegevens.

§ 4. Na de ondertekening van het voorstel van het in te lassen bericht ontvangt de klant het ontwerp of het uitgewerkte in te lassen bericht, dat hij kan ondertekenen voor akkoord. De voorwaarden van het definitieve contract moeten in een even groot lettertype gedrukt zijn als de grootste letters van het uitgewerkte reclamebericht.

§ 5. Het definitieve contract is slechts geldig wanneer de klant op de akte, onder het uitgewerkte reclamebericht, eigenhandig schrijft "gelezen en goedgekeurd" als reclamecontract voor een internetbedrijvengids voor een duur van maximum een jaar en voor een overeengekomen prijs btw inbegrepen van maximum één jaar. Het ontbreken van duurtijd of prijs in de formulering maakt het contract ongeldig.

§ 6. Ieder beding waarbij wordt afgeweken van de bepalingen van dit artikel is nietig en kan geen gevolg hebben op de wijze bepaald in § 2.

§ 7. Dit artikel is ook van toepassing indien beide partijen handelaar zijn."

Art. 3

Deze wet is van toepassing op de reclamecontracten betreffende een internetbedrijvengids die worden aangegaan of hernieuwd na haar inwerkingtreding. Ieder daarmee strijdig beding is absoluut nietig.

Les contrats publicitaires en cours relatifs à des guides d'entreprises sur internet peuvent toutefois être résiliés par le client à l'issue de chaque période annuelle, à condition qu'il les résilie par lettre recommandée à la poste au moins huit jours à l'avance.

5 décembre 2010

Lopende reclamecontracten betreffende internetbedrijvengidsen kunnen evenwel door de klant opgezegd worden bij het verstrijken van elke jaarlijkse periode, mits hij minimaal acht dagen vooraf opzegt bij ter post aangetekende brief.

5 december 2010

Karel UYTTERSROT (N-VA)
Zuhal DEMIR (N-VA)
Peter DEDECKER (N-VA)
Veerle WOUTERS (N-VA)
Peter LUYCKX (N-VA)
Flor VAN NOPPEN (N-VA)